

# dial

## diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13  
FAX: (1) 43.31.19.83  
CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 1524 - 4 octobre 1990 - 4,5 F

### D 1524 EL SALVADOR: NON COOPÉRATION DES ÉTATS-UNIS DANS L'AFFAIRE DES JÉSUITES

L'enquête judiciaire en cours suite au massacre des jésuites de l'Université centro-américaine (cf. DIAL D 1519) butte sur le refus de la justice nord-américaine d'autoriser la déposition du conseiller militaire auteur de la "fuite" ayant permis l'arrestation de neuf militaires salvadoriens, dont un colonel. Les rapports de la commission d'enquête du Congrès des Etats-Unis et les éléments nouveaux d'information font progressivement apparaître que les conseillers militaires nord-américains en poste en El Salvador et les différents services de renseignement nord-américains en savent beaucoup plus long, sur l'affaire du massacre des jésuites, qu'ils ne voudraient le faire croire.

Ce qui est devenu une affaire d'Etat pour El Salvador prend désormais le chemin de la mise en procès de la politique des Etats-Unis vis-à-vis de l'Amérique centrale.

A l'ouverture de la session d'automne du Congrès nord-américain qui doit débattre de l'aide militaire à El Salvador, les jésuites de San Salvador font des révélations qui risquent fort de gêner le gouvernement du président Bush. C'est le premier document de ce dossier.

En second document, le point de vue de l'ancien ambassadeur d'Espagne à San Salvador.

Note DIAL

### 1. Nouveaux éléments dans l'élucidation du massacre des jésuites (Carta a las Iglesias du 16-31 août 1990)

#### LE GOUVERNEMENT NORD-AMÉRICAIN NE COOPÈRE PAS DANS L'AFFAIRE DES JÉSUITES

Le Congrès des Etats-Unis est en train de perdre patience devant la façon dont, en El Salvador, est menée l'affaire des jésuites qui conditionne en partie l'approbation de l'aide à ce pays. Dans le précédent numéro de *Carta a las Iglesias* (1) nous avons publié les accusations du député Moakley contre les militaires et sa mention de "pressions de plus en plus fortes (...) pour mettre fin à la conspiration du silence et aux mensonges qui ont caractérisé les comportements militaires dans cette affaire". Pour le sénateur Dodd, l'évidence et le scandale sont devenus tels que, le 2 août, il n'a pas hésité à reconnaître que, pour la paix, "le principal obstacle et empêchement c'est la Force armée salvadorienne".

Cependant, le pouvoir exécutif nord-américain - lui aussi apparemment impatient devant l'étouffement systématique de l'affaire par la Force armée salvadorienne et son haut commandement - ne coopère pas, c'est un euphémisme, comme il le faudrait.

1. Il est certain que c'est le major Eric Buckland, conseiller de l'ambassade des Etats-Unis, qui a donné à connaître une "confiance" du colonel Avilés, ce qui

(1) Cf. DIAL D 1519, p. 1 (NdT).

a conduit à l'interpellation de Benavides et à l'ouverture du procès en cours (2). Mais cela n'a été qu'une fuite, et aucun autre conseiller nord-américain n'a fourni d'information qu'il pouvait ou devait connaître sur cette affaire au titre de ses activités professionnelles. Le major Buckland a été conseiller du C-V de l'état-major salvadorien et il pourrait disposer d'autres éléments susceptibles d'éclaircir l'affaire. Mais il a été rappelé aux Etats-Unis le 6 janvier, peu de temps après avoir rapporté la confiance.

La déclaration décisive de Buckland a ensuite été démentie devant le juge par le colonel Avilés. C'est pourquoi, évidemment, le juge Zamora désire interroger Buckland; il a demandé à la Cour suprême de justice de faire les démarches pour que Buckland puisse venir déposer en El Salvador. La réponse de l'ambassade des Etats-Unis au juge - qui se l'est fait adresser par la chancellerie - a été que l'équipe de conseillers "*jouit des (mêmes) état légal, privilèges et exemptions que le personnel technique de l'ambassade, du consulat ou de l'assistance à la sécurité*". Le major Buckland ne relève donc pas de la juridiction pénale salvadorienne et peut refuser de venir déposer, conformément à l'article 31 de la Convention de Vienne. Et quand le juge Zamora a demandé à des membres d'une délégation de la commission Moakley de faire pression pour que le major Buckland puisse venir déposer en El Salvador, la délégation ne s'y est pas engagée.

2. On sait que les agents de la CIA partagent leurs installations et, bien entendu, leurs plans et leurs informations avec la Direction nationale du renseignement (DNI) dans le pays. On sait également que, là où elle s'installe, la CIA établit des réseaux d'information dans tous les domaines, ce qui suppose qu'elle a quelque information sur l'affaire. Mais plus concrètement, d'après des révélations de la presse internationale, des agents de la CIA ont assisté à la réunion qui s'est tenue à la Direction nationale du renseignement (DNI) le même soir où, assure-t-on, a été fêté l'assassinat du Père Ellacuría (3). Tout cela fait supposer que la CIA connaît beaucoup de détails de l'assassinat, après qu'il eut été perpétré, et il est possible qu'elle en ait eu beaucoup avant qu'il soit commis.

3. Il n'y a pas encore d'éclaircissements sur les liens entretenus entre les conseillers de la 7e compagnie des forces spéciales de Fort Bragg (4) - qui étaient chargés de l'entraînement des assassins des jésuites quand ils ont été de fait envoyés sur la scène du crime - et les membres du Bataillon Atlacatl qui ont perquisitionné la résidence des jésuites le lundi 13 novembre et ont, deux jours plus tard, procédé au massacre. Effectivement, on sait maintenant que les membres du Bataillon Atlacatl savaient à l'avance que leur mission était d'assassiner le Père Ellacuría, car c'est ce qu'ils ont déclaré aux voisins de l'endroit où ils ont stationné en attendant l'heure convenue pour le massacre.

On sait également que les conseillers nord-américains disposent d'instances de vérification de la capacité combattive des soldats qu'ils entraînent; c'est ainsi que le premier rapport de la Commission Moakley fait savoir que trois agents de renseignement auraient observé l'exécution de l'opération, qui s'est soldée par un massacre, depuis un édifice proche du lieu des événements. Jusqu'à maintenant on ignore leurs noms (5).

4. On connaît aussi la collaboration étroite en matière de renseignement entre Salvadoriens et Nord-Américains, comme vient de le confirmer récemment Vielman Joya,

---

[2] Cf. DIAL d 1519, p. 4 [NdT].

[3] Cf. DIAL D 1495 p. 4 [NdT].

[4] L'une des casernes nord-américaines de la zone du canal de Panama [NdT].

[5] "La Commission a appris que trois membres du Département national de renseignement (DNI) ont été témoins du crime depuis un édifice voisin, ont inspecté rapidement le lieu des événements après la levée du couvre-feu à 8 H du matin, et ont fait leur rapport à leurs supérieurs du DNI après être revenus à la caserne. Si cette version est correcte, cela signifie que, peu après les faits, les services de renseignement militaires savaient quelle unité avait perpétré le crime." [Rapport Moakley du 30 avril 1990, édition espagnole dans "El Salvador Proceso" du 2 mai 1990, page 27].

ancien membre de l'escadron de la mort de la 1ère brigade d'infanterie (6). Il a déclaré que deux conseillers nord-américains connaissaient de près ses activités terroristes. Plus concrètement, Vielman Joya a déclaré qu'il avait appartenu à l'équipe du renseignement dont une des tâches était le contrôle et la surveillance des jésuites qui ont été plus tard assassinés, et que c'est cette équipe du renseignement qui a joué un rôle actif dans l'opération du massacre.

Malheureusement, Joya est aujourd'hui entre les mains du FBI, la même agence nord-américaine qui a tourmenté le témoin, Mme Lucia de Cerna, jusqu'à ce qu'elle se renie sur la vérité de ce qu'elle avait vu la nuit du massacre. C'est cette même agence qui, par la fraude et par la tromperie envers l'Eglise d'El Salvador, s'est arrogé le droit d'interroger cette personne témoin huit jours durant, y compris au mépris des lois nord-américaines en ne lui offrant pas la protection d'un avocat (7). Le FBI a donné des explications - inacceptables - sur sa manière d'agir, mais il a refusé de transmettre les cassettes audio qui prouveraient le traitement infligé au témoin.

5. Les diverses instances du pouvoir exécutif des Etats-Unis possèdent beaucoup d'informations sur l'affaire. L'Agence militaire de renseignement reconnaît disposer de rien moins que vingt et un documents importants, mais elle refuse de les transmettre pour raison de "sécurité nationale" du plus grand pouvoir du monde. Le Département de la défense - dans une sorte de plaisanterie de mauvais goût - en est venu à se plaindre de ce que soit mentionné le nom de Buckland, ce qui serait mettre en danger sa "sécurité". Ici, chez nous, l'ambassadeur Walker envoie précipitamment au colonel Ponce, commandant en chef, l'enregistrement d'une interview que, lui, ambassadeur, a donnée à une chaîne nord-américaine de télévision, pour prévenir et préparer le colonel avant que cette chaîne de télévision vienne l'interviewer à son tour.

Tout cela mis ensemble, la conclusion est claire. Le gouvernement des Etats-Unis en sait beaucoup plus qu'il ne le dit sur l'affaire des jésuites. Pour ne pas l'avouer, il trouve toujours de bonnes excuses légales. Pourquoi ne dit-il rien? C'est son affaire. En dernière instance, pour raison d'Etat évidemment, pour ne pas faire obstacle à sa politique envers El Salvador.

Mais que les Etats-Unis sachent ce qui est en jeu. Si, une nouvelle fois, ils font passer leurs intérêts avant ceux du peuple salvadorien, ils pourront s'en sortir gagnants. Le peuple salvadorien, quant à lui, en sortira encore une fois perdant et il verra s'évanouir alors l'espoir qu'advienne finalement un peu de justice. Si les hauts échelons militaires s'en sortent encore dans une affaire aussi effroyable, c'est qu'il n'y a plus de solution pour le pays. Le gouvernement nord-américain nous répète et nous prescrit "démocratie", "justice"... mais presque personne ne croit les Nord-Américains. Et si, dans ce cas non plus, ils ne sont pas décidés à montrer "démocratie" et "justice", plus personne ne les croira. Les puissants chercheront à en tirer profit. Mais les masses populaires et toute personne décente ne les croiront jamais.

## **2. Déclarations de Fernando Alvarez de Miranda, ancien ambassadeur d'Espagne à San Salvador sur le massacre des jésuites (Carta a las Iglesias du 16-31 août 1990)**

L'assassinat en El Salvador des jésuites de l'Université centro-américaine José Simeón Cañas (UCA) a une signification plus profonde qu'une simple anecdote dans la guerre civile qui saigne cette terre centro-américaine depuis plus de dix ans.

L'UCA en est arrivée à représenter la conscience critique du pays et, à travers ses chaires et ses publications, elle s'est définie contre tout type d'exploitation des masses populaires: en refusant carrément les inégalités sociales existantes et en mettant ses capacités universitaires au service du peuple par le moyen de l'analyse scientifique de la réalité.

[6] Voir ses déclarations de novembre 1989 dans DIAL D 1456 [NdT].

[7] Cf. DIAL D 1450 [NdT].

Dans cette attitude elle a réussi à influencer les réformes qui ont été entreprises et qui, bien que très atténuées dans leur réalisation, ont provoqué une rancoeur irrépressible de la part des puissants qui voyaient se restreindre leurs privilèges. Cette rancoeur s'est concentrée autant sur les réalisateurs matériels des réformes que sur ceux qui les avaient rendu possibles par la prise de conscience des déshérités et par la disparition de leur résignation et de leur soumission.

L'oligarchie salvadorienne - organisée, détentrice de la richesse, de la culture et du pouvoir, alliée inconditionnelle des forces militaires et des milieux économiques enracinés aux Etats-Unis - a resserré les rangs et a créé le Parti de l'alliance républicaine (ARENA) pour être représentatif de ses intérêts. En arrivant au pouvoir en mars 1989 par des élections à caractère démocratique discutable, encore que légalement correct, et avec un président plein de bonnes intentions, l'ARENA a vu augmenter ses contradictions internes sous la poussée des groupes les plus radicaux marqués du signe de la violence comme moyen approprié de revenir sur les réformes structurelles effectuées.

Dans ce débat les hommes de l'UCA ont, en toute objectivité, appuyé les formules modérées du président Cristiani en faisant constamment appel à la sagesse. Ils ont, avec insistance, invité au règlement pacifique des conflits par le moyen du dialogue et de la négociation. Cette attitude, bien accueillie par Cristiani, n'a fait qu'augmenter encore plus - si c'était possible - la fureur et la crispation de ceux qui entendaient imposer la raison de la force quand ils ont constaté qu'ils ne triomphaient pas dans leurs objectifs.

De la sorte, les jésuites de l'UCA ont attiré sur eux la haine irrationnelle de ceux qui faisaient passer leurs intérêts avant toute autre perspective et qui n'ont jamais été capables d'accorder aux exclus autre chose que leurs aumônes.

En condamnant les instigateurs de la "libération" populaire, en désignant donc de toute évidence l'Université centro-américaine, ils ont pensé qu'ils finiraient par briser toute résistance. Ainsi a été créé le climat favorable à la justification de leur élimination. On comprend par là qu'il se soit trouvé des chefs de l'armée salvadorienne prêts à jouer le rôle d'"anges exterminateurs", car ils savaient qu'une grande partie de l'oligarchie les soutenait.

Il convient de souligner la valeur indiscutable affichée par le président Cristiani s'affrontant à la conspiration du silence et ayant été capable de dénoncer et de faire arrêter comme responsable du massacre un colonel de l'armée avec ses séides. Nous verrons ce que cela va donner.

Certaines voix prétendent justifier cet infâme et ignoble événement sous prétexte qu'il s'agit d'une situation de guerre civile et que la guérilla avait lancé des opérations violentes dans la capitale en terrorisant ainsi la population. Mais les prêtres jésuites n'étaient pas des guérilleros participant au combat. On ne peut pas non plus soutenir qu'une telle action de forces régulières de l'armée obéissant aux ordres de leur chef ne constitue qu'une regrettable erreur.

L'élimination des jésuites de l'UCA, avec son recteur Ellacuría en tête, n'est donc pas une simple anedocte sans signification. Elle est le signe le plus clair de la corruption d'une partie significative de la classe dominante en El Salvador, laquelle, incapable de régler les problèmes et les tensions par le moyen de la rationalité, s'est employée à faire peur à tout ce qui est synonyme d'indépendance de jugement et de liberté d'expression.

L'histoire jugera ces personnes sans appel.

---

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 350 F - Etranger 410 F - Avion 480 F

Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL

Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441